

*Le budget—M. Garneau*

Mulroney ne semble pas avoir de plan de travail. Ce gouvernement s'agite et son agitation, il me semble, part d'une prémisses, dont la dynamique est la suivante: Monsieur le Président, on a nettement l'impression, quand on regarde ce gouvernement, que son moto c'est de soutenir que pour le Canada les problèmes et les solutions viennent et passent par les États-Unis.

A partir de ce postulat, les conservateurs ont commis une série d'erreurs graves, mais il y en a une qui domine et c'est d'avoir cru qu'en diminuant nos exigences quant à l'intégrité de notre souveraineté politique face aux États-Unis, le Canada gagnerait des avantages économiques, et que ces avantages nous permettraient, nous disent-ils, de récupérer à terme notre pleine intégrité politique.

Cette erreur, monsieur le Président, débouche sur les compromissions suivantes: Les États-Unis ont pu faire naviguer leur brise-glace *Polar Sea* dans les eaux canadiennes, sans que nous leur en donnions d'abord la permission et sans que nous ne disions mot.

Deuxièmement, les conservateurs ont aboli l'agence de tamisage des investissements étrangers.

Le gouvernement conservateur s'est montré très conciliant face à la participation canadienne à l'idée de mettre sur pied la technologie de la Guerre des étoiles.

Le gouvernement conservateur, sous les pressions, entre autres des Américains, a démantelé la politique nationale de l'énergie.

Suite au Sommet de Québec avec le Président Reagan, le premier ministre, sans aucune consultation antérieure, sans débat au Parlement, sans consultation avec les provinces, a lancé notre pays dans une négociation globale de libre-échange avec les États-Unis.

Finalement, le gouvernement recule devant l'attitude intransigeante des Américains dans le dossier du bois d'oeuvre. Au lieu de porter notre cause en appel, au lieu d'aller devant le GATT, le gouvernement canadien négocie une surtaxe de 15 p. 100 sur toutes nos exportations de bois d'oeuvre vers les États-Unis. C'est un peu comme si le gouvernement Mulroney avait décidé de flageller lui-même l'industrie canadienne du bois de sciage plutôt que de la laisser flageller par Washington.

Cette compromission sur l'intégrité de notre souveraineté politique débouche sur toute une série de conséquences.

Premièrement, pour répondre aux attentes des États-Unis, on doit revoir la politique du développement régional de peur d'être accusé de concurrence déloyale.

Deuxièmement, pour faire face aux exigences du libre-échange global, il faut déréglementer le transport des marchandises, déréglementer l'industrie du camionnage, ouvrir nos territoires aux compagnies américaines et accepter *de facto* le principe d'une concentration plus que possible de nos industries de transport entre les mains des grandes sociétés américaines.

Troisièmement, une autre conséquence de cette compromission est que l'Ontario et le Québec se sont sentis obligés de revoir la réglementation de leurs institutions financières.

Quatrièmement, le gouvernement fédéral qui a donné le ton annonce sa propre déréglementation dans ce domaine, ce qui

risque de faire en sorte que d'ici quelques années, nos compagnies de courtage seront probablement contrôlées soit par les géants américains, soit par les géants bancaires canadiens.

En déréglementant l'industrie, en déréglementant les banques et les institutions financières, en déréglementant les compagnies de transport, bref, en laissant uniquement au marché le soin de déterminer le développement de ce pays, ne risquons-nous pas de transformer d'une façon substantielle les courants économiques au Canada? Petit à petit, le développement de notre économie ne s'opérera-t-il pas forcément du Nord vers le Sud? Qu'arrivera-t-il aux courants économiques Est-Ouest et vice-versa? Vu sous l'angle du laisser-faire conservateur, que restera-t-il du Canada politique demain? Quel lien politique sera assez fort pour résister aux pressions économiques de la loi du marché qui favorisera les courants Nord-Sud? La déréglementation fera-t-elle en sorte que les géants américains contrôleront une part de plus en plus grande de notre économie?

La question que se posent les Canadiens qui vivent au Québec et qui ont lutté pour l'unité canadienne est la suivante: Est-ce que nous avons fait toute la bataille de l'unité canadienne pour voir les conservateurs mettre de l'avant une politique économique qui poussera les régions du pays à voir leur avenir comme venant uniquement du Sud ou presque?

La politique du gouvernement conservateur n'est pas seulement néfaste dans sa conception de nos relations avec l'étranger, mais elle l'est aussi du côté fiscal, du côté des politiques sociales et dans le domaine culturel. Car tôt ou tard, le postulat conservateur dont je parlais entraînera dans son sillage les éléments les plus essentiels de la mosaïque et de la vie canadienne.

L'application du postulat conservateur que tout problème et toute solution trouve sa source du côté sud de nos frontières est lourde de conséquences.

Ce qu'il y a de plus désolant, c'est que le gouvernement a mis toute une machine en marche sans peut-être s'en rendre compte et sans avoir de plan d'ensemble, sans avoir analysé les conséquences et sans avoir obtenu de la part de la population canadienne un consensus pour agir en ce sens.

Je dis à ce gouvernement: Prenez conscience des conséquences de vos politiques avant qu'il ne soit trop tard. Quel genre de Canada voulez-vous bâtir pour l'avenir? Est-ce que ce gouvernement le sait?

Monsieur le Président, je ne suis pas anti-Américain ou anti-Français ou anti-Anglais ou anti quoi que ce soit, je suis pro-Canadien et en soulevant ce problème, je ne fais qu'accomplir mon devoir de député qui a prêté serment à la défense des intérêts du Canada. Si l'objectif de l'intégrité politique du pays est une valeur importante, si être Canadien libre et autonome veut dire quelque chose, tout le reste doit suivre, nos politiques autant que nos attitudes.

Monsieur le Président, je ne sous-estime pas l'ampleur et la difficulté de la voie que je propose. Ce choix a de grandes et importantes implications et comporte ses sacrifices.

J'ai la conviction cependant que les Canadiens ont toujours été conscients de cela et qu'ils l'ont accepté comme un prix raisonnable à payer pour être et demeurer des citoyens libres et autonomes. L'approche libérale propose aux Canadiens de